



**La CECC se réjouit de la décision du gouvernement du Canada  
sur un ombudsman canadien pour la responsabilité sociale des entreprises**

La Conférence des évêques catholiques du Canada (CECC) se réjouit de l'annonce faite par Affaires mondiales Canada le 17 janvier 2018, selon laquelle le gouvernement fédéral constitue le poste d'ombudsman canadien pour la responsabilité sociale des entreprises. Son centre d'intérêt sera la responsabilité sociale des corporations canadiennes qui travaillent à l'étranger, et l'ombudsman aura non seulement le pouvoir de faire enquête sur les plaintes, mais aussi celui de recommander des sanctions fédérales.

Depuis nombre d'années, la CECC attire l'attention sur les préoccupations et les plaintes concernant les compagnies établies au Canada ou enregistrées au Canada qui font des affaires dans d'autres pays. Ces plaintes sont venues en partie d'évêques catholiques de l'Amérique latine, des Philippines et de l'Afrique, qui ont fait part de leurs préoccupations et de leurs frustrations aux évêques du Canada à plusieurs occasions, y compris aux réunions de l'Assemblée plénière de la CECC.

En août 2017, le Président de la CECC a écrit au Premier ministre et au Ministre des Affaires mondiales pour presser le gouvernement du Canada d'établir une méthode objective et impartiale, telle qu'un ombudsman, pour surveiller et faire enquête sur les plaintes d'abus de la part de compagnies minières canadiennes. En mars 2015, le Président de la Conférence a publié une lettre publique appuyant le Conseil épiscopal latino-américain (CELAM) dans son appel devant un tribunal de la Commission internationale des droits de l'homme concernant les répercussions éthiques et morales des activités internationales des industries d'extraction minière en Amérique latine, y compris plusieurs corporations établies ou enregistrées au Canada.

Le pape François, de même que plusieurs organismes catholiques canadiens, y compris l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix, a réclamé une meilleure protection des collectivités environnantes, des droits des Autochtones, des travailleurs locaux et de l'environnement contre les dommages causés par des projets commerciaux souvent appuyés par des investissements internationaux. Pendant sa visite en cours au Pérou et au Chili, il est prévu que le Saint-Père rencontrera les peuples autochtones de la région de l'Amazone, d'où proviennent bon nombre de plaintes au sujet des activités d'industries extractives établies au Canada ou ailleurs. Le 1<sup>er</sup> mai 2013, en la fête de saint Joseph artisan, le pape François a lancé un appel pour mettre fin à ce qu'il a décrit comme des conditions d'esclavage, signalant comme exemple tragique récent l'incendie d'une usine de vêtements du Bangladesh qui produisait des vêtements pour les détaillants nord-américains, y compris des intérêts canadiens.

Les évêques catholiques du Canada espèrent et prient pour que la nomination d'un ombudsman pour la responsabilité sociale des entreprises soit une mesure positive importante pour promouvoir « *la réflexion, le dialogue et la rencontre généreuse* » ainsi que l'« *action* » et la « *politique internationale* » qui sont nécessaires à l'élaboration de « *réponses intégrales* » en vue d'un « *développement durable et intégral* » (pape François, lettre encyclique *Laudato Si'*, Sur la sauvegarde de la maison commune, n<sup>os</sup> 47, 15, 60 et 13).

Le 19 janvier 2018